

EN DIRECT DE BRUXELLES

QUEL AVENIR POUR LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ EN EUROPE ? Telle est la question qui sous-tend la communication adoptée par la Commission européenne, le 19 janvier. Ce texte propose une perspective à long terme (2050) en matière de biodiversité et quatre possibilités d'objectif intermédiaire (2020). Le but de la Commission est de susciter le débat dans l'Union européenne en vue d'élaborer d'ici la fin de l'année un cadre stratégique européen en la matière pour l'après-2010. En effet, les objectifs actuels fixés au niveau de l'Union européenne et à l'échelon international expirent fin 2010. Les discussions seront lancées lors d'une conférence européenne à haut niveau sur le thème de "L'après 2010 : vision et objectifs en matière de biodiversité". Elle aura lieu à Madrid les 26 et 27 janvier. Et les négociations internationales sur une stratégie et un objectif mondiaux en matière de biodiversité pour l'après-2010 se tiendront à l'automne à Nagoya, au Japon.

Commentaire. En 2001, l'Union européenne s'est fixé comme objectif d'enrayer la perte de biodiversité dans l'UE d'ici à 2010. En dépit des efforts déployés, cet objectif ne sera pas atteint. Voir http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/policy/index_en.htm

CLIMAT : L'OBJECTIF DES 30 % DE RÉDUCTION D'ÉMISSIONS EN VOIE D'ABANDON ? L'Union européenne avait promis de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % si un accord international était trouvé. L'accord de Copenhague ne prévoyant aucune cible chiffrée, l'objectif de 20 % fixé pour 2020 (par rapport à 1990) dans le paquet énergie-climat européen de décembre 2008, pourrait donc être inscrit dans le marbre. C'est ce qui semble se dégager en tout cas des conclusions de la rencontre informelle des ministres de l'Énergie qui a eu lieu du 15 au 17 janvier à Séville. Si des pays comme la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Belgique insistent pour que l'objectif soit porté à 30% si d'autres grands pays industrialisés font des efforts comparables, d'autres Etats freinent (Italie, Pologne, Hongrie, Autriche). Lors du Sommet de Copenhague, les pays industrialisés se sont engagés à donner aux Nations Unies leurs objectifs chiffrés de réduction d'émissions avant le 31 janvier. Un document chiffré devait être discuté en Comité des représentants permanents le 20 janvier.

Commentaire. La commissaire désignée pour le Climat, Connie Hedegaard, a pourtant indiqué lors de son audition devant le Parlement européen, le 15 janvier, qu'elle espérait voir réunies les conditions pour passer à 30 % avant la conférence internationale de Mexico fin 2010.

ENERGIE : LA QUESTION DU FINANCEMENT DES INTERCONNEXIONS POSÉE. L'Union européenne devra modifier ses priorités budgétaires pour pouvoir financer ses objectifs dans le secteur de l'énergie et diversifier ses sources de production et d'approvisionnement. C'est ce qu'a estimé à Séville la Présidence espagnole de l'UE, à l'issue du débat sur le plan d'action pour l'énergie 2010-2014 qui a eu lieu lors du conseil informel de Séville (voir ci-dessus). En clair, Madrid préconise une révision du budget pour réaliser les objectifs fixés pour 2020.

Commentaire. En arrière-pensée, Madrid vise le développement des interconnexions électrique (notamment la ligne à très haute tension) et gazière (le projet de gazoduc MidCat par exemple entre Martorell, au sud de Barcelone, et la France, à proximité de la LHT et la LGV Perpignan-Barcelone). La Présidence espère qu'il sera adopté lors du Conseil de printemps.

LES ARCHITECTES OUBLIÉS PAR LE SECTEUR PUBLIC ? Telle est la question posée par le Conseil des Architectes d'Europe (CAE) au vu de son enquête trimestrielle sur l'impact de la crise économique réalisée en décembre. Cette dernière montre ainsi que, malgré les engagements pris au niveau national et européen en vue d'investir dans le secteur de la construction, les dépenses du secteur public dans le bâtiment devraient diminuer de manière significative. Selon l'enquête du CAE, les architectes n'ont jamais été aussi pessimistes en 2009 quant à une reprise des travaux dans le secteur public. Pour le CAE, cela montre que les autorités publiques ne semblent pas respecter leurs engagements visant à augmenter leurs dépenses dans la rénovation et/ou la construction de bâtiments, dans le but de soutenir l'économie européenne. Seulement 16 % des architectes pensent voir une augmentation de la commande dans le secteur public. Ils étaient 26 % à le penser en septembre 2009.

Voir http://www.ace-cae.org/docs/aceinfo/overview/Fourth_Econ_Survey_Dec_09.pdf

Commentaire. 41 % des bureaux d'architecture ont licencié depuis septembre 2008 et 17 % vont encore licencier d'ici mars. Le tableau reste pessimiste concernant la charge de travail attendue pour le 1^{er} trimestre 2010 : en effet, seulement 22 % des bureaux d'architecture sont optimistes sur ce point et 33 % qu'elle va diminuer (stable). Dans le domaine du logement privé, qui compte pour près de la moitié de leur charge de travail, 16 % des architectes sont optimistes pour l'avenir (stable) et 47 % sont pessimistes (44 % en septembre). Dans le secteur commercial (23 % de la charge de travail des architectes), l'optimisme a diminué de 12 à 10 %.